

LES RELATIONS BULGARES ET AUSTRO-HONGROISES
DURANT LES GUERRES BALKANIQUES

I. Le sujet du présent exposé se réfère à l'analyse du caractère et des structures des relations particulières, qu'établirent les administrateurs souverains du pouvoir politique en Bulgarie avec leurs homologues Autrichiens, tout au long des guerres balkaniques, jusqu'au traité de Bucarest. Des relations uniques, que se développèrent normalement, grâce à la forme autoritaire des régimes gouvernants au sein de la doctrine "éprouvé" de la dépendance et de la protection.

La politique nationale extérieure de la Grèce, correspondante à cette période, sera envisagée comme élément comparatif, de manière à rendre possible le rassemblement des quelques conclusions autour du fonctionnement de l'institution de la protection extérieure: sous quelles circonstances, conditions et perspectives, la politique de la dépendance fut adopté par ces deux pays balkaniques voisins et jusqu'à quel point fut réellement justifié.

Comme on a par ailleurs désigné les dirigeants de la classe souveraine en Grèce, en pratiquant la politique de la dépendance (support du caractère institutionnel des entremises et des interventions extérieures), ne cessèrent pas de rechercher leurs "assistans" ou leurs "protecteurs" à l'étranger. Temoignage caractéristique de cette mentalité tributaire, constitue l'ouverture officielle du status grec, vers l'Autriche-Hongrie en 1883-85. Le dossier, aux éléments complets que nous avons dévoilé les premiers, vérifie les grandeurs tributaires¹.

Et le libéral premier ministre grec, Venizelos, en dehors de ses services nationaux, soutint toujours la doctrine de la protection et de la dépendance. Sa politique nationale fut pratiquée, quasiment en permanence, en fonction des projets et perspectives de deux grandes Puissances occidentales et au niveau d'une sans conditions soumission, mais souvent non reconnue par les Français et les Britanniques. Ainsi, à la veille des guerres balkaniques ces Pui-

1. *Politisches Archiv (Wien)* XVI, Griechenland, Liasse II: Wunsch des Königs von Griechenland in ein intimeres verhältnis zu Österreich - Ungarn zu treten, 1883-85, K. (80).

sances “alliées”, étaient pour le maintien du status quo des Balkans, malgré la bonne volonté de Venizelos d’organiser les forces armées de son pays selon les prescriptions et indications françaises et britanniques².

II. Avec des tendances et des orientations rossophiles, la Bulgarie³, tout en gardant une certaine autonomie, essaya, au début du XXe siècle de persuader les Britanniques⁴, qu’elle était prête à assurer un rôle plus actif aux Balkans, pour souvegarder le status quo, contrairement aux intentions russes et autrichiennes. Parallèlement elle ne manqua pas d’établir des relations particulières avec tous ceux qui encourageaient une politique austro-hongroise plus efficace au niveau des Balkans⁵.

A temps opportun, la direction suprême bulgare se rendit compte que sa participation dans une plus large alliance balkanique serait favorable à ses intérêts. Elle n’hésita pas alors de participer à la coalition balkanique (la ligne balkanique), que se constitua de l’ensemble des pays balkaniques.

Ceux décisifs moments-là, les messages adressées au gouvernement grec, concernant le règlement, tant désiré, des grandes et durables questions nationales, furent négatifs. Les Britanniques, en raison de leurs intérêts au Golf Persique, soutinrent ouvertement les positions turques, afin de ne pas perturber le status quo; tandis que les Français, ayant investi des capitaux important aux Balkans, refusèrent une assistance quiconque aux dirigeants grecs, au sujet de la question litigieuse des revendications nationales⁶.

Contrairement à son homologue grec, le premier ministre bulgare Guechoff, suivit alors une politique réaliste, sans pour autant renoncer à la tactique des flottements, visant un soutien russe et parallèlement, des relations étroites avec le milieu impérial de Vienne. L’alliance serbobulgare de 1912 se forma sous les bénédictions russes⁷ et pendant que le roi Ferdinand assurait le minis-

2. Π. Πετρίδης, *Ξενική εξάρτηση και εθνική πολιτική 1910-1918* (Οι μεγάλες Δυνάμεις και το στέμμα ως κύριοι παράγοντες για τη διαμόρφωση και την άσκηση της κυβερνητικής πολιτικής), 1981, p. 80 passim.

3. *Die grosse Politik der Europäischen Kabinette*, 1871-1914. Sammlung der diplomatischen Akten des Auswärtigen Amtes, Berlin (1922-1926), vol. XXOO, nr. 7456.

4. *British Documents on the Origins of the War*, 1898-1914 (1927-1938) vol. V, nr. 68, *Grosse Politik*, op. cit., vol. XXII, nr. 7484.

5. I. Guechoff, *La genèse de la Guerre mondiale* (1919) p. 20, D. Drossos, *La Fondation de l’Alliance Balkanique* (1929) p. 23, R. Rankin, *The Inner History of the Balkan War* (1914) vol. I, p. 12-13, I. Guechoff, *L’Alliance Balkanique* (1915) p. 63-69, 220-234.

6. *Documents Diplomatiques Français 1871-1914* (1914) vol. III/2, nr. 198, vol. III/3, nr. 467, Π. Πετρίδης, *Ξενική εξάρτηση και εθνική πολιτική 1910-1918*, op. cit. p. 114.

7. *Österreich - Ungarns Aussenpolitik*, Von der Bosnischen Krise zum Kriegsausbruch

tre autrichien des affaires étrangères, Berchtold, que cette coalition n'avait pas un caractère offensif. L'intérêt au fait de Russie était normal, dans la mesure où les relations intimes de Ferdinand, avec la cour de Vienne en 1911 et 1912 avaient produit des soupçons, que l'approche austrobulgare⁸, pourrait éventuellement conduire à un accord rumano-bulgare-turque, sous les instructions de l'Autriche-Hongrie.

A juste titre, le premier ministre Serbe, manifesta des inquiétudes, redoutant une dénonciation des pactes intra-balkaniques relatifs, à Vienne, de la part des dirigeants bulgares. C'était clair que la Bulgarie suivant des manières pareils, avait réussi, en été 1912, de bouleverser les deux Puissances (Autriche-Hongrie et Russie) que s'entredefiaient, tout en conservant ses relations étroites avec les deux et faisant simultanément parti de la Ligne balkanique réstreinte. Au début de l'automne, les dirigeants grecs, auprès des appels d'assistance vers l'Occident, se rendaient à peine compte de la nécessité, pour une politique extérieure autonome au niveau balkanique.

III. En Juillet 1912, comme il s'ensuit des pièces récentes, Ferdinand avait conçu à Vienne, un plan à long terme, d'après lequel, la Bulgarie, mettant un valeur, dans un premier temps, le soutien russe, se serait allié avec la Grèce et la Serbie contre la Turquie et ensuite, avec l'aide de l'Autriche-Hongrie aurait renversé l'autorité serbe et grecque, visant à la domination totale de Macédoine.

A son tour l'Autriche-Hongrie, faisant foi aux affirmations bulgares, pour le maintien de la paix aux Balkans, exhorte en Août 1912, les Turques, d'appliquer une nouvelle politique décentralisante. Mais au fond, elle visait à une agitation probable qu'aurait favorisé ses projets pour l'établissement d'une Albanie majeure, aux dépens des territoires que revendiquaient la Grèce, la Serbie et le Monténégro. C'était en vain, que les autres grandes Puissances s'efforçaient d'apaiser le très aigu clima qu'éclata aux Balkans.

Berchtold, ayant appris par Ferdinand que le gouvernement russe avait exercé son influence à l'établissement de la Ligne balkanique, il essaya de persuader son empereur, François-Joseph que la monarchie, étant la Puissance l'étroitement intéressé aux évolutions à la peninsule Balkanique, devrait entreprendre des fondamentales initiatives⁹. Contrairement à ses précédentes

(1930) vol. IV, nr. 3548, 3778, O. Bickel, *Rusland und die Entstehung des Balkanbundes*, p. 120-130.

8. C. Tukin, *Die politischen Beziehungen zwischen Österreich - Ungarn und Bulgarien* (1936) p. 126 passim.

9. E. Steinitz, Berchtolds Politik zu Beginn der BalkanKrise, *Berliner Monatshefte*,

seurs Andrassy et Aehrenthal, qui encourageaient un programme de politique orientale plus efficace, Berchtold apparaissait accommodant.

Mais encore, ses positions modérées, étaient affrontées vigoureusement de la part des dirigeants politiques bulgares, puisque le chef du parti libéral Radoslawoff et le chef du parti fondé par Stamboulov, Gennadief se rangèrent contre l'intervention de l'Autriche-Hongrie aux affaires balkaniques.

IV. A la fin, la première guerre balkanique éclata subitement et avant que l'Entente et les Puissances centrales saisissent les évolutions inattendues, les états balkaniques avaient déjà sur leur compte, des énormes bénéfices aux dépens de la Turquie.

D'abord la Grande Bretagne, que peu avant la déclaration de la guerre gardait une position réservée, adopta, après les succès des alliés une plus active et plus réaliste politique orientale. Avec des arguments remarquables et contestables elle n'eut pas de difficultés à persuader les belligérants et les Puissances, que furent précipitamment entremêlées, de se réunir à Londres. Une proposition que le gouvernement grec, en réagissant à la hâte, accepta servilement.

Ainsi le territoire des négociations se transféra hors de la péninsule, à Londres, où Berchtold, avant l'ouverture des négociations défendit les positions suivantes: a) la fondation d'une Albanie indépendante se jugea indispensable; b) la Serbie ne devait pas s'étendre vers Andrinople et c) Thessalonique, que fut entre-temps occupé par les Grecs, serait reconnu comme port libre.

Quelques jours plus tard, Daneff, demanda l'intervention en coulisse de l'Autriche-Hongrie et de Berchtold, pour l'établissement de la paix, et le règlement simultané des divergences roumanobulgares. Aussitôt le gouvernement bulgare exprima auprès de la monarchie ses doléances, au sujet du traitement de la Serbie et en même temps repoussa les pressions russes, lesquelles, visaient à une modération des prétentions serbes. Le président du parlement bulgare, Daneff, à un entretien relatif avec Berchtold, en Novembre 1912, élucida que la Bulgarie s'intéressait particulièrement, à conserver des bonnes relations avec l'Autriche-Hongrie. Mais en tant qu'allié ne pouvait pas renier la Serbie.

V. Les manipulations des représentants bulgares parvinrent en moment à joindre les aspects et positions divergeantes des dirigeants Russes et Autrichiens au sujet de l'affaire contestable de l'internationalisation ou non de Thessalonique, et de sa conversion en port libre. Et pendant que l'Autriche-Hongrie avançait, comme on le verra, l'annexion de Thessalonique par la Bulgarie, la Russie proposait de céder la totalité de la Macédoine occidentale, centrale et orientale (et également la partie de la plaine de Kosovo situé à l'est de Skopje et la partie occidentale de Thrace) aux Bulgares.

Faisons maintenant appel aux documents relatifs :

- a) Télégramme de Berchtold à Tarnowski (28 Janvier 1913)¹⁰

Prière de mettre au courant M. Guechoff en strichte confidence

“Un règlement de l'affaire de Thessalonique à l'écart de l'influence des Puissances semble impossible.

“Des renseignements que j'ai obtenu, portent la Russie et la France en faveur des positions grecques.

“Nous au contraire, nous sommes prêts de soutenir directement la Bulgarie, afin de réaliser son vieux rêve—au delà des limites du traité de Saint Stéphane—la Grande Bulgarie. Une Boulgarie puissante mais dont la politique pratiquée avancera des intérêts tels, que ne se heurtent pas aux miens.

“Nos soins pour l'annexion de Thessalonique par la Bulgarie devront se récompenser par l'engagement de reconnaître Thessalonique comme port libre, de manière qu'elle s'identifie à nos propres intérêts économiques.

“Nous attachons la plus grande importance, à l'affirmation garantie, de la part des bulgares qu'ils sont prêts—à condition que Thessalonique devienne bulgare—à satisfaire nos réclamations.

- b) Télégramme de Braun à Berchtold (15 Février 1913)¹¹

“Le maintien de la paix est fondé sur le principe de l'équilibre: pas de Grande Bulgarie aux dépens de la Grèce et de la Serbie. Toutes les trois devons rester relativement grandes mais aucune plus grande que l'autre”.

10. *Politisches Archiv (Wien)* XII, K. 405, Türkei Liasse XLV/4, Balkankrieg 1912/13, nr. 44.

11. *Politisches Archiv (Wien)* XVI, K. 64, Griechenland, Athen Berichte 1913, nr. 7C.

- c) Tarnowski à Berchtold (21 Février 1913)¹²
 “Monsieur Daneff n’a pas élucidé pourquoi Monsieur Guechoff considère que le gouvernement bulgare n’est pas en mesure de s’entretenir avec nous sur l’affaire de Thessalonique, avant le traité de la paix.
 “L’essentiel de l’affaire n’est pas d’annexer Thessalonique après un pacte confidentiel, mais d’éclaircir sous quelles conditions économiques, la monarchie compte lutter afin que la ville devienne bulgare.
 “On a porté à la connaissance de M. Daneff que la Grèce lutte pour s’assurer le soutien des Puissances. Et pour y arriver elle n’hésitera pas, dans certaines conditions, d’aborder le gouvernement autrichien.
 “Et tout ça malgré le fait que Monsieur Daneff avait déclaré à Londres, que c’était impossible que la Bulgarie renonce à l’affaire de Thessalonique”.
- d) L’ambassadeur autrichien de Berlin à Berchtold (8 Mars 1913)¹³
 “L’Allemagne est opposé à la politique bulgarophile de l’Autriche-Hongrie:
 elle croit que l’annexion de Thessalonique par la Bulgarie, ne deviendrait pas plus favorable aux Puissances principales, du point de vue économique et politique”.
- e) L’ambassadeur autrichien de Belgrad à Berchtold (24 Avril 1913)¹⁴
 “En ce qui concerne l’affaire de Thessalonique, le collègue bulgare ne m’a pas semblé tellement intransigeant. En face de Russie, la Bulgarie se montre remarquablement méfiante”.

VI. Entre-temps la conflit des alliés balkaniques au sujet du partage des territoires turques, conduisit à la résolution de la Ligne balkanique et à l’éclatement de la seconde guerre balkanique. Sous les nouvelles circonstances les dirigeants bulgares estimèrent que l’Autriche-Hongrie deviendrait plus utile. Daneff, avec l’accord de Ferdinand, essaya de contourner l’intervention russe, au sein des divergences serbobulgares, fait, qu’obligea Sazonoff de la dénoncer pour orientation exclusive vers l’Autriche-Hongrie.

Le premier ministre bulgare, se força alors de faire le point des relations de son pays avec la monarchie binaire et d’assurer les Russes de son ferme

12. *Politisches Archiv (Wien)* XII, K. 405, op. cit., Fol. 39-41.

13. *Politisches Archiv*, K. 405, op. cit., nr. 122.

14. *Politisches Archiv*, K. 405, op. cit., nr. 241.

dévouement à l'égard de Russie. A la fin, l'intervention germanique deviendrait décisive pour l'affaire de Thessalonique. Quoi qu'il en soit, les flottements de Berchtold, contribuèrent à l'abandon des revendications bulgares, concernant cette question litigieuse. Le remplacement de Daneff par le philo-autrichien Radoslavoff n'empêcha pas le recul de l'Autriche-Hongrie¹⁵.

Malgré tout, peu avant le traité de Bucarest, des rapports référants à Sofia, révélaient que le gouvernement autrichien favorisait, encore une fois, dans la mesure du possible, les réclamations bulgares¹⁶.

Les manèges habiles, des dirigeants bulgares, au sein de la politique tributaire de la dépendance et de la protection, qu'avaient adoptés les monarchies gouvernantes balkaniques, furent approuvés par le premier ministre grec E. Venizelos. Peu avant son départ pour Bucarest (été 1913) l'angophile premier ministre reconnu—en s'éclatant remarquablement dans l'intime entourage de l'ambassadeur autrichien à Athènes—que les dirigeants bulgares avaient réussi à disposer de nombreux protecteurs, sur qui ils pouvaient compter¹⁷. Une vision, que manifestement les dirigeants grecs n'ont pas vraiment su réaliser, ni durant les guerres balkaniques, ni au lendemain de ces guerres.

15. *Österreich-Ungarns Aussenpolitik*, vol. VI, nr. 7202, 7214, 7265, 7276, 7230, 7408, 7705, H. Michaelis, *Die deutsche Politik während der Balkan Kriege* (1919) p. 283, E. Helmreich, *The Diplomacy of the Balkan Wars*, p. 377, E. Turczynski, *Österreich-Ungarn und Südosteuropa während der Balkan Kriege*, *Balkan Studies*, vol. V, p. 36, V. Bozinov, *La politique française et la Bulgarie au temps des Guerres Balkaniques. Etudes Balkaniques*, vol. X, p. 75, *Politisches Archiv (Wien)* XII, K. 436, nr. 437.

16. *Österreich-Ungarns Aussenpolitik*, vol. VI, nr. 7905, vol. VII, nr. 8199, 8299, *Die Grosse Politik der Europäischen Kabinette*, vol. XXV, nr. 13696, *Documents Diplomatiques Français*, vol. VII nr. 508, *Politisches Archiv (Wien)* XII, K. 436, nr. 43 A-G.

17. *Politisches Archiv (Wien)* XII, K. 436 nr. 547.